

## « rien n'est encore joué » : La tendance de L'extrême droite et comment l'inverser

Article by Daphne Halikiopoulou, Richard Wouters

January 20, 2026

L'extrême droite a réussi à consolider progressivement sa position en capitalisant sur les insécurités structurelles. Les forces progressistes sont sur la défensive, soit en imitant les arguments de la droite, soit en peinant à proposer une alternative convaincante. Pour renverser la tendance, les Verts et la Gauche doivent s'unir et apporter des réponses aux menaces existentielles actuelles, du changement climatique à la crise du logement. Entretien avec Daphne Halikiopoulou, professeure en politique comparée à l'Université de York.

**Wouter van de Klippe:** Y a-t-il du nouveau concernant l'actuelle vague d'extrême droite en Europe ? Les populistes de droite d'aujourd'hui sont-ils différents des précédents ?

**Daphne halikiopoulou:** Tout d'abord, je préfère les qualifier d' « extrême droite » plutôt que de « populistes de droite ». Le terme « populisme » est plus large et englobe les partis moins extrêmes du spectre politique. J'utilise de moins en moins ce terme, car je pense qu'il banalise l'extrême droite. Pour beaucoup de gens, le « populisme » semble pseudo-démocratique ; il est au service du «peuple » et est donc perçu comme quelque chose de positif.

Cela dit, je ne pense pas que l'Europe soit confrontée à un phénomène nouveau. Je sais que nous sommes tous très inquiets aujourd'hui parce que les forces d'extrême droite ont le vent en poupe, mais nous aurions dû nous inquiéter depuis longtemps déjà. Rappelez-vous, nous avons vu l'extrême droite former un gouvernement de coalition avec le centre droit en Autriche il y a de nombreuses années [en 2000] ; nous avons également vu Pim Fortuyn, un prédécesseur politique de Geert Wilders aux Pays-Bas, obtenir de très bons résultats au début des années 2000 ; Jean-Marie Le Pen a atteint le second tour [de l'élection présidentielle] en France en 2002. Nous savons depuis de nombreuses années qu'il existe un engouement pour ce type de politique.

Ce qui a changé, dans un premier temps, c'est que ces partis entrent désormais au gouvernement et élaborent des politiques, et dans un second temps, qu'ils ont pris de l'ampleur et se sont davantage banalisés.

**Comment cette banalisation a-t-elle eu lieu ? Est-ce lié au fait que l'Europe oublie son passé trouble avec l'extrême droite ?**

Ce changement ne s'est pas produit du jour au lendemain. C'est une tendance qui existe depuis longtemps. Ces partis ont réussi à changer leur image. Aujourd'hui, dans la majorité des cas, ceux-ci ne prônent pas ouvertement une forme de nationalisme ethnique qui glorifie Hitler. Au lieu de cela, ils associent leur message à des conflits idéologiques, tels que les menaces culturelles et économiques.

En ce qui concerne la demande, je pense que beaucoup de gens votent pour eux pour différentes raisons. Bien que je n'aie pas mené de recherches sur l'oubli de l'histoire de l'Europe par les jeunes

générations, je pense que cela a également son importance. Il s'agit d'une intuition personnelle. Quand j'exprime mon inquiétude au sujet de l'extrême droite à jeunes de 18 ou 20 ans, ces derniers ne s'en inquiètent généralement pas. Ils me répondent : « Tout va bien, nous avons besoin d'un homme fort, n'est-ce pas ? » Les jeunes ne semblent pas considérer cela comme une véritable menace pour la démocratie.

**Dans vos travaux, vous avez soutenu que l'idée selon laquelle l'extrême droite attire principalement en raison de facteurs culturels est erronée. Pourriez-vous expliquer pourquoi ?**

Le succès de l'extrême droite n'est pas uniquement, ni même principalement, lié à la culture. C'est un discours que l'on entend depuis des années, mais il est en train de disparaître, car moi-même et beaucoup d'autres personnes avons commencé à démontrer, par des recherches empiriques, que ce n'est pas le cas.

Il existe de nombreux types d'insécurités qui poussent les électeurs vers l'extrême droite. Si vous étudiez la question de plus près, vous verrez que les personnes préoccupées par des questions culturelles sont très susceptibles de voter pour l'extrême droite, mais celles-ci sont très peu nombreuses. Au contraire, l'extrême droite a parfaitement réussi à tirer parti de toutes les insécurités qui trouvent principalement leur origine dans des préoccupations économiques.

Par exemple, beaucoup de personnes sont convaincues que les immigrés sont des concurrents sur le marché du travail, qu'ils privent les autres de l'accès à l'aide sociale, à l'emploi, à l'éducation, aux soins de santé, etc. Il existe également de nombreuses crises de nature économique. La crise du logement, par exemple, est un sujet qui préoccupe vraiment les électeurs. Enfin, il y a la question de la confiance dans les institutions, et nous constatons dans toute l'Europe qu'il existe une très forte corrélation entre la baisse du niveau de confiance dans la politique et le soutien aux partis d'extrême droite.

Ce sont les personnes qui souffrent de ce type d'insécurité et de manque de confiance qui constituent la majorité des électeurs d'extrême droite, et non celles qui ont principalement des préoccupations culturelles.

*Nous savons depuis de nombreuses années qu'il existe un engouement pour ce type de politique.*

**Les partis d'extrême droite se démènent pour prouver qu'ils sont les véritables partis de la classe ouvrière, alors qu'historiquement, ils ont toujours été associés à la politique bourgeoise. Pourquoi assistons-nous à ce changement, et pourquoi a-t-il été efficace ?**

Il n'y a pas eu de changement significatif en termes d'électorat. Depuis très longtemps, certaines théories indiquent que ce sont les cols bleus ou les personnes sans emploi qui soutiennent l'extrême droite. On retrouve ici l'histoire classique des hommes issus de la classe ouvrière comme principaux soutiens de ces partis. Au début des années 2000, les théories se sont intéressées aux « perdants de la mondialisation ». Avant cela, il s'agissait des « perdants de la modernisation ». Ce qui est intéressant, à mon avis, c'est à quel point les partis d'extrême droite eux-mêmes ont modifié leur discours pour se concentrer sur ces groupes cibles.

Lorsque l'on observe la transition de Jean-Marie Le Pen à sa fille Marine Le Pen à la tête du Front National [aujourd'hui Rassemblement National] en France, on constate un changement clair vers une

politique d'Etat-providence. En ce qui concerne le Brexit, l'attrait du discours

« des emplois britanniques pour les travailleurs britanniques » et de l'idée que les immigrés volaient les emplois était visible dans le « mur rouge » [les circonscriptions électorales du Parlement britannique dans les Midlands et le nord de l'Angleterre qui ont historiquement soutenu le Parti travailliste]. La modernisation des discours d'extrême droite est un virage vers l'État-providence, vers le « chauvinisme social ».

### **Ce changement s'observe-t-il dans toute l'Europe ?**

Il existe des variantes. Aux Pays-Bas par exemple, l'extrême droite reste plus ou moins alignée sur la droite économique plutôt que favorable à un État-providence fort. En Europe de l'Est, en raison du passé communiste, l'accent mis sur le bien-être social ne fait pas recette et n'est utilisé que de manière occasionnelle. La rhétorique d'extrême droite en Europe de l'Est porte davantage sur les politiques qui perpétuent la nation, telles que les mesures qui encouragent les familles à avoir plus d'enfants.

### **Pourquoi les messages de la gauche sur l'État-providence n'ont-ils pas été aussi efficaces ?**

C'est une très bonne question. Mes recherches portent davantage sur l'extrême droite que sur la gauche, mais je soulignerais trois points. Premièrement, la gauche est sur la défensive, ce qui signifie qu'elle traverse une sorte de crise d'identité. Elle se demande : « Devrions-nous être plus à l'extrême gauche ? Devrions-nous être plus conventionnels ? Devrions-nous mettre l'accent sur la politique « woke » ou sur les préoccupations économiques ? » C'est comme jouer au football et se retrouver sur le terrain de l'équipe adverse avec deux buts de retard : tout le poids du match est contre vous.

Deuxièmement, de nombreux partis de gauche ont tenté d'imiter la droite, mais d'une manière plus acceptable. Ils se sont mis à dire : « Nous comprenons que l'immigration est un problème, que nous allons traiter d'une manière plus acceptable et plus « conventionnelle » . Ce n'est vraiment pas une stratégie efficace, même si je comprends pourquoi les partis agissent ainsi : ils pensent que cela leur permettra de gagner des voix à l'approche des élections. Cependant, cela ne fait qu'accroître l'importance des questions qui sont « chères » à l'extrême droite.

Troisièmement, ce qui nous amène à la politique environnementale, je pense qu'il existe certaines crises structurelles qui ne favorisent pas la gauche. Prenons par exemple la question du changement climatique. Il est clair que les partis de gauche doivent s'attaquer à ce problème, mais malheureusement, bon nombre des politiques de protection de l'environnement que la gauche voudra défendre diviseront son électorat. Par exemple, certains se sentiront laissés pour compte s'ils vivent dans une région productrice de charbon ou dans des zones qui ne peuvent pas faire face financièrement à la perte d'industries et qui pourraient avoir du mal à payer le coût des politiques de protection de l'environnement.

### **Quelles politiques les forces progressistes pourraient-elles mettre en avant pour éviter cette fracture au sein de leur électorat ?**

Il existe différentes stratégies et solutions selon les pays et les régions ainsi que les menaces spécifiques auxquelles ils sont confrontés. Par exemple, il existe des politiques de compensation financière qui, en substance, indemnisent ceux qui pourraient subir des pertes en raison de mesures environnementales. Mais parallèlement, il est nécessaire de communiquer de manière proactive et positive : il ne s'agit pas seulement de verser des compensations, mais

également d'empêcher que les politiques écologiques aient un impact négatif sur les personnes.

**Comme les politiques qui relèvent de la « transition juste ».**

Exactement. Certaines observations montrent que les stratégies de transition juste fonctionnent mieux que les stratégies de compensation, notamment parce que la compensation est souvent très limitée. Même si vous offrez une compensation importante en termes d'investissement financier, les personnes peuvent ne pas en ressentir les effets sur le terrain.

*les forces d'extrême droite sont très actives et adoptent des réglementations et des lois qui sapent les institutions démocratiques.*

Mais le terme « transition juste » n'est pas sans poser problème. Il a souvent une connotation élitiste, comme si un petit groupe de personnes décidait pour les autres de ce qui est « juste » ou non. Le concept peut sembler très abstrait. Ce que la population ressent, c'est que vous dites soudainement à une personne qui vit dans une zone rurale qu'elle ne peut plus prendre sa voiture parce que celle-ci est trop vieille, et qu'elle doit désormais prendre un bus qui passe toutes les six heures pour aller au supermarché ou aller chercher son enfant à l'école. Concrètement, c'est tout ce que la population voit et ressent sur le terrain.

Il existe peut-être deux questions distinctes : premièrement, comment les gens se sentent-ils réellement sur le terrain, et deuxièmement, les mesures écologiques sont-elles communiquées de manière efficace ?

**L'année dernière, l'UE a adopté de nouvelles règles budgétaires qui ont contraint plusieurs États membres à mettre en œuvre des mesures d'austérité. Quelles pourraient en être les conséquences politiques ?**

C'est une très bonne nouvelle pour l'extrême droite et une très mauvaise nouvelle pour la gauche. L'austérité suscite véritablement le vote pour l'extrême droite. Elle constitue une serre qui crée les conditions propices à la montée de l'insécurité parmi la population générale. Si l'extrême droite vise avant tout à forger des coalitions fructueuses entre un large éventail de groupes précaires, le fait d'instaurer davantage d'austérité lui permet d'élargir et de renforcer ces coalitions.

Pour vaincre l'extrême droite, il faut briser sa capacité de mobilisation, et avec l'austérité, cela ne se produira pas.

**Certains analystes affirment que le meilleur moyen de vaincre l'extrême droite est de la laisser gouverner, afin que les gens se rendent compte qu'elle ne résout pas les crises qu'ils traversent. Est-ce une stratégie efficace à long terme ?**

Je pense que c'est une stratégie très dangereuse. Vous pouvez certes observer que dans certains pays, l'extrême droite a gagné puis perdu. Mais elle est devenue une force politique beaucoup plus persistante. Prenons l'exemple du FPÖ en Autriche : il faisait partie d'un gouvernement de coalition, puis le gouvernement s'est effondré à cause de l'affaire Ibiza [un scandale de corruption impliquant les dirigeants du FPÖ en 2019], et aujourd'hui, il a remporté les élections.

*Si la gauche a permis à l'extrême droite d'accéder au pouvoir, elle a également les moyens de l'en déloger.*

On observe le même phénomène au Royaume-Uni. Le UKIP [parti populiste de droite eurosceptique] n'a jamais remporté de succès électoral, mais il a réussi à imposer son discours. Il a réussi à convaincre [le Premier ministre de l'époque] David Cameron d'organiser le référendum sur le Brexit en 2016, et cette année, Reform UK [un parti d'extrême droite dirigé par Nigel Farage, l'ancien leader de l'UKIP] compte cinq députés à la Chambre des communes. Je suis très sceptique quant à cette stratégie. Je ne pense pas que cela affaiblisse l'extrême droite à long terme.

De plus, lorsqu'elles obtiennent des sièges au Parlement ou sont au pouvoir, les forces d'extrême droite sont très actives et adoptent des réglementations et des lois qui sapent les institutions démocratiques. Ce n'est pas une question théorique. Regardez ce qui se passe en Hongrie [où Viktor Orbán est au pouvoir depuis 2010]. S'ils restent au pouvoir pendant quatre ans, ils mettront en œuvre des politiques conçues pour leur survivre, telles que des lois qui mettent en danger les minorités ou la condition des femmes. Donald Trump en est l'exemple parfait : il suffit de regarder les lois sur l'avortement aux États-Unis et leurs conséquences.

Nous devons faire très attention à ce que nous souhaitons : il est très dangereux de laisser ces partis se renforcer.

### **Connaissez-vous des cas particuliers, des pays dans lesquels l'extrême droite est efficacement contrée ?**

Voilà ce qui est vraiment décevant, car si vous m'aviez posé cette question il y a 10 ans, j'aurais cité l'Espagne et le Portugal. Mais aujourd'hui, la réponse est non, et c'est une tragédie. J'ai du mal à penser à un seul cas particulier aujourd'hui, et en réalité je travaille actuellement sur les forces d'extrême droite en dehors de l'Europe, car elles poussent comme des champignons en Amérique latine.

### **Que peut-on faire pour inverser cette tendance ?**

En tant que politologue, je suis plus à même d'expliquer pourquoi les choses sont telles qu'elles sont plutôt que ce que nous pouvons faire.

Mais sur une note plus positive et proactive, je pense que rien n'est encore joué. Comme je l'ai dit précédemment, il existe des insécurités structurelles qui attirent les électeurs vers l'extrême droite, mais l'extrême droite est avant tout un phénomène lié à l'offre. En d'autres termes, elle est puissante non pas à cause des insécurités, mais parce qu'elle réussit à en tirer profit, et parce que les autres partis ont échoué à le faire.

Si j'ai raison, il y a matière à agir. Si la gauche a permis à l'extrême droite d'accéder au pouvoir, elle a également les moyens de l'en déloger. Et je pense que pour y parvenir, nous devons éviter de tomber dans le piège qui consiste à copier l'extrême droite. Il faut un discours qui s'approprie le sujet. Il y a des gens qui n'ont plus les moyens de louer un appartement en Europe : c'est la prochaine grande crise, et c'est aussi une question environnementale, nous avons donc besoin de partis qui soient réellement capables d'y remédier.

Nous avons également besoin de partis politiques qui élaborent un discours sur la manière dont ils

comptent répondre de manière adéquate aux insécurités des citoyens, plutôt que de revenir à l'austérité. Peut-être que les Verts et la gauche doivent s'unir autour d'un discours qui définit qui ils sont plutôt que ce contre quoi ils luttent.

*This translation was commissioned thanks to the support of the Heinrich-Böll-Stiftung.*

---



Daphne Halikiopoulou is chair in comparative politics at the University of York. She is interested in party politics and voting behaviour, with a focus on the far right, populism, and nationalism in Europe. She is the author of *Understanding right-wing populism and what to do about it* (with Tim Vlandas), and *The Golden Dawn's "Nationalist Solution": Explaining the rise of the far right in Greece* (with Sofia Vasilopoulou).



Richard Wouters is a member of staff at Wetenschappelijk Bureau GroenLinks (the think tank of the Dutch GreenLeft party).

Published January 20, 2026

Article in French

Translation available in English, Italian

Published in the *Green European Journal*

Downloaded from <https://www.greeneuropeanjournal.eu/rien-nest-encore-joue-la-tendance-de-lextreme-droite-et-comment-linverser/>

*The Green European Journal offers analysis on current affairs, political ecology and the struggle for an alternative Europe. In print and online, the journal works to create an inclusive, multilingual and independent media space.*

*Sign up to the newsletter to receive our monthly Editor's Picks.*